

ACCUEIL ET INTÉGRATION DES ÉTRANGERS

Droit de séjour, droit d'asile, rôle et champs d'actions de la commune

2 JOURS, 14 HEURES

ACTION SOCIALE

CODE : GAS16

Objectifs de la formation

- Maîtriser les conditions d'ouverture des droits sociaux en fonction des titres de séjour octroyés
- Analyser le régime spécifique des Européens et comprendre le rôle de l'État en matière de séjour des étrangers
- Détailler les effets de l'irrégularité du séjour sur les droits sociaux
- Connaître les possibilités d'action de la commune en matière d'accueil des étrangers
- Mener des politiques d'intégration réussies

Animée par

- **LE CLEVE Alexandre**
Consultant chez Trajectoires,

Public concernés

- Agent des collectivités territoriales : état-civil, service social, logement, scolaire et démocratie locale ; Agent de préfecture ; Responsable associatif

Dates

Critères d'admission

- aucun prérequis n'est nécessaire

Prérequis

- Aucun prérequis n'est nécessaire

JOUR 1

Définir le principe d'égalité et délimiter son champ d'application

Quelles sont les conditions et modalités d'accès aux soins pour les étrangers

- Établir un titre de séjour pour soins
- Connaître les différentes prestations de la CPAM : affiliation classique, CMU, aide médicale d'État
- Comment s'organise la prise en charge des soins urgents
- Quels sont les droits des personnes malades étrangères

Déterminer les droits assujettis à la régularité de séjour

- Quels sont les droits des étrangers à un hébergement et dans quels cas peuvent-ils bénéficier des aides au logement
- Quels sont leurs droits aux prestations familiales
- Quelles sont les conditions requises pour l'ouverture aux autres droits : allocation temporaire d'attente, RSA et

Modalités pédagogiques

- Un questionnaire préalable sera envoyé aux participants pour recueillir leurs besoins et attentes spécifiques, et sera transmis au(x) formateur(s) avant la formation
- Tous nos stages de formations sont limités, dans la mesure du possible, à une douzaine de participants
- Les formations sont déroulées en présentiel ou en classe virtuelle et étayées, chaque fois que cela est pertinent, d'études de cas et de mise en pratique ou en situation
- Un formulaire d'évaluation du formateur et du déroulé du programme suivi sera proposé aux participants à la fin du stage

Tarifs

■ Communes > 40 000 habitants, autres établissements publics	1390,00 €HT
■ Entreprises privées	1495,00 €HT
■ Communes < 40 000 habitants	1100,00 €HT

chômage

Déterminer les droits non assujettis à la régularité de séjour

- Droit à l'aide sociale à l'enfance et à la Protection Maternelle et infantile (PMI)
- Droit au compte en banque
- Droit à la scolarité et à la formation professionnelle

Intégrer les prestations spécifiques : celles liées au handicap et celles concernant le droit à la retraite

- Poser les conditions de séjour et celles relatives à la durée de résidence
- Quelles sont les aides financières liées au handicap
- La carte de séjour du retraité

JOUR 2

Quel est le rôle du maire en matière d'entrée et de séjour des étrangers

- Prévoir l'entrée sur le territoire national : l'attestation d'accueil, le fichier des hébergeants, l'attribution des cartes de séjour et les demandes d'asile
- L'avis du maire vis-à-vis du regroupement familial
- Comment s'effectue les contrôles d'identité par la police municipale

Connaître les règles relatives à l'état-civil des étrangers

- Le recensement des étrangers
- Le mariage des étrangers
- Le décès des étrangers et le cas des carrés confessionnels

Peut-on et comment faire participer les étrangers aux décisions locales

- Droit de vote et éligibilité
- Consultations et référendums
- Création de commissions participatives

Intégrer les modalités applicables aux étrangers en matière de logement, d'action sociale et de scolarisation

- Déterminer l'accès des étrangers au logement dans le cadre du droit commun
- Bien gérer l'afflux d'étrangers
- Identifier les politiques d'intégration : aide sociale légale et facultative, domiciliation au CCAS, mise en place des fichiers informatiques sociaux, contrat d'accueil et d'intégration
- Droit à l'école : comment traiter le cas des classes spécifiques et l'organisation de la participation des parents
- Prévenir les risques de discriminations et connaître les sanctions pénales encourues

Comment mener à bien des politiques éducatives et culturelles à destination des populations étrangères

- Accompagner l'apprentissage du français
- Rôle et exemples des associations étrangères
- Exemple du jumelage et de la coopération décentralisée
- Recourir à des politiques d'aide humanitaire

Quelles sont les conditions d'accès pour les étrangers aux emplois territoriaux

- Définir le principe de nationalité
- Quelles sont les caractéristiques propres à l'emploi des ressortissants communautaires et non communautaires
- Maîtriser les autorisations d'absence pour les fêtes religieuses

Faire le point sur les demandes d'adaptation des services publics

- Rappel des principes du service public : laïcité et neutralité
- Appréhender les problématiques propres à la restauration scolaire et aux lieux de culte